

## CONFLIT BENACHENHOU-OUYAHIA

# Le RND fait de la résistance

*Le Rassemblement national démocratique (RND) s'est vu contraint d'intercéder dans le conflit qui oppose Benachenhrou au chef du gouvernement. En faisant une mise au point en bonne et due forme à l'argentier du pays, la formation de Ouyahia ne fait que confirmer le malaise qui règne au sein de l'exécutif et entre ainsi en dissidence. L'idée de la "concorde" et de l'alliance autour du projet du président de la République n'aura pas survécu aux divergences profondes qui divisent les membres du gouvernement.*

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)** - Les prémices de ce profond désaccord avaient été pressenties lors de la présentation du projet de loi de finances 2005.

L'hémicycle avait été le théâtre d'une farouche résistance à certains articles, fer de lance de la politique de Benachenhrou. Les observateurs avaient alors pu constater qu'en dépit d'une large majorité au Parlement, le ministre des Finances a eu des difficultés à faire passer le texte dans sa mouture première. Les augmentations des prix de plusieurs produits de large consommation avaient soulevé un tollé de protestations. Après moult modifications, la loi de finances a finalement été adoptée sans que la décision d'augmenter le prix du carburant soit entérinée, idem pour l'interdiction d'importation des boissons alcoolisées.

L'interdiction de l'importation de véhicules de

moins de trois ans avait également été au centre d'une vive polémique avant d'être supprimée et que le chef de l'Etat ne soit dans l'obligation de se prononcer sur la question.

Ces signes avant-coureurs ont finalement été confirmés par les récentes déclarations de Benachenhrou et des responsables du RND qui n'ont certainement pas pris d'initiative sans recevoir l'aval du chef du gouvernement. C'est Benachenhrou qui avait à partir de Tlemcen ouvert les hostilités. En faisant un exposé au sujet des dispositions de la loi de finances 2005, le ministre des Finances a répondu à ses détracteurs qui lui reprochaient sa politique financière et sa tendance à prôner des restrictions budgétaires et à promouvoir des mesures jugées antisociales.

Premiers à se plaindre, les responsables de certains départements minis-



tériels qui se sont vu imposer une politique rigoureuse. Sortant de sa réserve, il affirmera : "J'ai demandé un arbitrage rapide au chef du gouvernement pour savoir qui fait quoi, qui décide. Il faut mettre de l'ordre dans le processus budgétaire."

Le ministère des Finances ne se laissera pas faire. J'ai 60 ans, et jamais je n'accepterai d'être un bouc émissaire, personne ne pourra m'endosser quoi que ce soit."

Avant d'ajouter : "Tout le monde dit que je ne veux pas donner de l'argent. Moi, je demande d'abord la

clarification du processus budgétaire. Il faut qu'on mette de l'ordre."

Benachenhrou poursuivra en déclarant : "Nous n'en sommes pas responsables. Trente grands projets à l'échelle nationale qui valent 100 milliards de dinars n'ont pas encore démarré. Ce n'est pas de notre faute."

Que chacun prenne ses responsabilités. Il n'y aura pas de projets pour ceux qui n'ont pas lancé les leurs. Tout le monde nous demande de l'argent prétextant qu'il a des priorités, mais qui est habilité à tracer les priorités d'un sec-



teur ou d'un autre ?" Une sortie médiatique qui n'a pas été du goût du Rassemblement démocratique qui, via Harchaoui, ancien ministre des Finances, a fait remarquer que "le débat économique porte actuellement sur l'embellie financière du pays alors qu'il y a toujours absence d'un véritable développement."

Il y a eu amélioration des équilibres macro-économiques nationaux et une stabilité financière qui protège l'Algérie de toute perturbation et tension.

Cependant, nous nous interrogeons : pourquoi

le pays n'arrive pas à démarrer ?" Et d'ajouter : "Chaque premier responsable d'un ministère doit élaborer sa propre politique, ses objectifs et les projets de croissance à réaliser. C'est de cette façon que l'on arrivera à faire décoller le pays et à le gérer d'une manière rationnelle."

Une vision diamétralement opposée à celle du ministre des Finances qui prône la centralisation des pouvoirs via une politique générale chapeautée exclusivement par son département.

N. I.

## APRES LES DERNIERS EVENEMENTS QU'A CONNUS L'UNIVERSITE

# Hadjar se montre ferme

"Les étudiants qui empêchent leurs camarades d'accéder aux salles et qui séquestrent les personnes, je m'occuperai d'eux", a déclaré en aparté le recteur de l'Université d'Alger, le Dr Tahar Hadjar, hier, lors d'une conférence de presse. L'exclusion et des poursuites judiciaires seront, selon ses propos, les mesures qui seront prises, après un conseil de discipline, contre une cinquantaine d'étudiants.

Ces derniers, seraient, selon le Dr Tahar Hadjar, derrière les perturbations qu'a connues la Faculté des sciences politiques et de l'information (ex-ITFC). "Ils ont refusé l'accès aux étudiants et aux professeurs, et ont utilisé la force. Selon la réglementation intérieure, ils sont passibles d'exclusion", a-t-il soutenu. Le ton est donc ferme contre ces agissements.

Le recteur de l'Université d'Alger, qui a réuni les doyens des différentes facultés, hier, a "voulu éclaircir la situation et faire toute la lumière sur cette affaire". "Il faut éradiquer le phénomène de la violence au sein de l'université, et pour ce faire, nous prendrons les mesures

adéquates", a-t-il affirmé. Quant à l'emprisonnement de Hamitouch Merzouk, le recteur dira que l'université est victime dans cette affaire car elle subit les retombées de cet acte. Il ajoutera en direction des doyens : "Il n'est pas dans notre intérêt qu'un étudiant soit emprisonné. En quelque sorte, nous avons failli à notre fonction de pédagogie". Et d'ajouter : "Mon souhait n'est pas de me venger". Sur un autre point, le Dr Hadjar dira que la grève générale n'a jamais eu lieu mais que des étudiants ont refusé l'accès à leurs camarades.

"Je ne suis pas contre la grève du moment qu'elle est légale et pacifique". Concernant les mesures qui seront prises pour apaiser la situation, le recteur avancera, notamment, le dialogue avec les étudiants. Il notera, cependant : "C'est un dialogue de sourds, car je ne peux rien faire pour leurs revendications. Le problème est maintenant au niveau de la justice. Pendant l'instruction, nous n'avons pas le droit de nous prononcer ou tenter quoi que ce soit". Et d'enchaîner un peu plus

loin : "Maintenant si je fais quelque chose, ce sera de façon informelle."

Il est à rappeler que tout a commencé le 13 décembre dernier après l'arrestation de Merzouk Hamitouch. Cet étudiant en 3<sup>e</sup> année de sciences politiques a été appréhendé ce jour-là à l'entrée de l'ITFC. Sous mandat de dépôt, il est incarcéré à la prison d'El Harrach. Des poursuites judiciaires ont été lancées également contre cinq autres étudiants. C'est suite à une plainte déposée contre X par le directeur de la cité universitaire de Ben-Aknoun pour "destruction de biens publics" que ces démarches judiciaires ont été entamées. En signe de solidarité et de protestation, les étudiants ont organisé un vaste mouvement de solidarité et de protestation dans les campus universitaires. Un mouvement qui ne cesse de s'intensifier de jour en jour.

Le recteur soulignera que des partis politiques essayent de récupérer ce mouvement. "C'est de bonne guerre mais cela ne doit pas être fait au détriment de l'étudiant", a-t-il soutenu.

### "Les franchises universitaires n'ont pas été violées"

"Les franchises universitaires n'ont pas été violées durant la nuit de lundi à mardi", a soutenu le Dr Tahar Hadjar. "A 21 heures, il est strictement interdit de demeurer au sein de l'institut. Après les heures de travail, seuls les agents ont le droit d'y rester."

Quant au recours aux forces publiques, le recteur dira : "Lorsque c'est nécessaire, la loi nous permet de faire appel aux forces de l'ordre au sein de l'université. Du moment que l'université n'a pas ses propres forces". Quant à l'utilisation de la violence et de la force pour faire sortir les étudiants, le recteur répondra tout simplement : "La violence appelle la violence".

Sauf qu'au moment de l'investissement des forces publiques, d'après les témoignages recueillis, les étudiants observaient un sit-in pacifiquement. Le directeur de la cité universitaire de Ben Aknoun, présent dans la salle, soutiendra que tout remonte avant les

vacances. "Un groupe d'étudiants, déjà connus pour leurs agissements (casse), ont saccagé des ordinateurs et le restaurant", a-t-il certifié. Il affirmera que la réfection de la cuisine, à elle seule, coûtera 2 millions de centimes. Le directeur de la cité universitaire rappellera à plusieurs reprises que ces étudiants sont des récidivistes. Ils seraient à leur quatrième ou cinquième "descente". Et à chaque fois, d'importants dégâts sont occasionnés. "C'est pourquoi nous avons été obligés de recourir à la justice", a-t-il argumenté.

Cependant, des questions restent en suspens : la situation aurait-elle pu être gérée autrement avant qu'elle ne se dégrade à ce point ? Du moment que "ces étudiants avaient saccagé auparavant", pourquoi n'ont-ils pas été exclus directement ? Enfin, le recours à la justice et à la police est-il la meilleure réponse pour un discours de non-violence ? A priori, dans la gestion des conflits, nos administrateurs ont beaucoup à apprendre.

Meriem Ouyahia